



Compte-rendu résumé de la 10e réunion du Groupe de travail maritime

Projet SAFEMED III – Coopération Euro-Méditerranée sur la sécurité maritime et la prévention de la pollution par les navires

Lisbonne, le 11 septembre 2013

La 10e réunion du Groupe de travail maritime (Coopération euro-méditerranéenne en matière de transport sous l'égide de la co-présidence de l'Union pour la Méditerranée) s'est déroulée le 11 septembre 2013 au siège de l'Agence européenne pour la Sécurité maritime à Lisbonne.

La réunion a été suivie par sept pays bénéficiaires du projet SAFEMED III ainsi que par les représentants de dix Etats membres de l'Union européenne. Le programme de cette rencontre était divisé en deux parties : pendant la matinée ont été présentés les résultats du projet MEDAMOS tandis que l'après-midi était consacré aux présentations et aux discussions touchant le projet SAFEMED III.

La co-présidente de la réunion, Mme Lola Fadina, administrateur, représentant la DG MOVE (Direction générale Mobilité et Transport), a souhaité la bienvenue aux participants avant de souligner l'importance du projet SAFEMED III et le rôle de l'AESM comme cheville ouvrière de ce projet.

M. Bruno Macedo, responsable du programme Transport régional à la DG DEVCO (Direction générale Développement et Coopération) et M. Giancarlo Crivellaro, administrateur, ont reconnu que le projet est en ligne avec les objectifs fixés par l'Union pour la Méditerranée, objectifs qui devraient être réaffirmés lors de Conférence ministérielle des Transports qui se tiendra à Bruxelles le 14 novembre 2013.

M. Andrea Tassoni, conseiller politique de l'AESM, a lui aussi souhaité la bienvenue aux participants et mis l'accent sur l'importance de l'implication des Etats membres dans la mise en œuvre du projet.

M. Giuseppe Russo, chargé de projet senior pour la formation et la coopération à l'AESM, après avoir accueilli les participants, a présenté le cadre général du projet SAFEMED III qui inclut un programme démarrant en

juin 2013 pour une durée globale de 36 mois. Le projet a pour but de fournir à l'Algérie, l'Egypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Lybie, le Maroc, la Palestine et la Tunisie une assistance technique dans les domaines de la sécurité et de la sûreté maritimes, ainsi que dans la lutte anti-pollution maritime. La Syrie est également pays bénéficiaire de ce projet mais toute coopération avec elle se trouve actuellement gelée du fait de la suspension générale des programmes de coopération bilatérale entre l'Union européenne et le gouvernement syrien (sous les instruments MEDA/ENPI) et ce depuis mai 2011.

M. Russo a détaillé de façon plus précise les objectifs du projet tout comme les mesures qui doivent être prises et les activités techniques qui doivent être entreprises. Il a par ailleurs vivement souligné la nécessité d'une coopération mutuelle pour mener à bien ces objectifs.

En continuité avec les précédents projets SAFEMED, ce troisième programme aura pour but de fournir un soutien aux pays bénéficiaires de SAFEMED III dans les secteurs qui suivent, couvrant la sécurité maritime, la sûreté et les aspects environnementaux :

1. Mise en œuvre de la législation par l'Etat du pavillon
2. Contrôle par l'Etat du port
3. Suivi du trafic des navires et systèmes d'information (VTMIS)
4. Protection de l'environnement marin
5. Elément humain
6. Sûreté des navires et des installations portuaire dans l'ensemble méditerranéen
7. Actions bilatérales
8. Communication et organisation du groupe de travail « Affaires maritimes Euromed »

M. Russo a souligné l'importance qu'il y a à transmettre une information appropriée à l'équipe SAFEMED III de façon à identifier les besoins et ce que les pays attendent du projet. Il a mis tout particulièrement l'accent sur le budget alloué aux priorités spécifiques de chaque pays sous l'activité numéro 7, « Actions bilatérales ».

Il a également présenté

- les résultats déjà réalisés lors de la première phase du projet, à savoir la « Vue d'ensemble des administrations maritimes bénéficiaires de SAFEMED » (qui doit être mise à jour par les pays bénéficiaires à un stade ultérieur).
- les formulaires types de l'Inventaire des politiques de lutte anti-pollution maritimes et des moyens de lutte disponibles, à remplir par les Etats bénéficiaires de SAFEMED III.
- un projet de sessions et de séminaires qui auront lieu cette année et les prochaines années.

Mme Anastasiya Kozubovskaya-Pellé, chargée de projet pour SAFEMED III à l'AESM, a présenté les points liés à la visibilité et à la coordination, soulignant la nécessité d'assurer une cohérence avec les autres programmes maritimes de l'Union européenne et les actions de l'OMI et, là où cela est approprié, la possibilité de développer des synergies avec les autres initiatives bilatérales ou régionales poursuivant les mêmes objectifs. Mme

Kozubovskaya-Pellé a également expliqué quels seraient les principaux moyens de communication à utiliser pendant toute la durée du projet.

Les participants à la réunion ont visité le centre opérationnel *Maritime Support Services* (MSS) de l'AESM. Lors de cette visite, ils ont appris quels sont les services rendus par le MSS et ils ont pu constater quelles ont été, grâce au partage de l'information, les réalisations de l'Union européenne dans le domaine du suivi du trafic maritime.

Pendant cette réunion, quelques-uns des Etats membres de l'Union européenne, à savoir l'Allemagne, la France et l'Italie ont indiqué qu'ils pouvaient fournir un soutien potentiel aux pays bénéficiaires dans certains domaines identifiés dans le projet, notamment dans des formations et lors de participation à des inspections de navires.

Les pays bénéficiaires de SAFEMED III ont accueilli avec plaisir le lancement du projet et, à l'occasion d'un premier tour de table, ont rendu publiques les actions au niveau régional et national qu'ils aimeraient voir réalisées dans le cadre du projet SAFEMED III.

Israël a mis en relief l'importance qu'il y a à associer les pays bénéficiaires aux Etats membres de l'Union européenne dans des projets de partage de données relatives au suivi du trafic maritime.

La Jordanie a indiqué qu'à la suite d'un audit volontaire en tant qu'Etat du pavillon, audit qui sera réalisé par l'OMI début 2014, il lui sera possible de fournir davantage d'informations sur ses besoins. Elle a demandé si l'assistance fournie par VIMSAS était toujours disponible et serait prolongée au sein du projet SAFEMED III.

Le Liban a demandé un soutien sur la manière de mettre en œuvre la Convention du travail maritime (standard 4.5) dans son aspect sécurité sociale. Il a également mis en avant la nécessité de bâtir une nouvelle infrastructure pour son système national de VTMIS. Les renseignements sur le processus de reconnaissance par l'UE du système de formation des gens de mer du Liban ont été demandés à la présidence.

La Tunisie a suggéré le renforcement des niveaux de sécurité et de sûreté en réduisant les écarts existant entre les législations tunisiennes et celles de l'Europe ou de niveau international. La Tunisie a également demandé la formation des inspecteurs appliquant les procédures de l'Etat du Port et le suivi des Sociétés de classification (Organisations reconnues).

L'Algérie a souligné qu'à la suite de la création d'un VTMIS, des besoins spécifiques de formation se feront sentir. Des activités, théoriques et pratiques, dans le domaine du contrôle par l'Etat du port seront également nécessaires.

Le Maroc a expliqué qu'il est nécessaire de s'attaquer à des secteurs en lien avec l'application des audits volontaires de l'OMI et des nouvelles conventions, telles que la Convention du travail maritime et la Convention sur la gestion des eaux de ballast.

Suite à cette première évaluation que les pays bénéficiaires font de leurs besoins nationaux et régionaux, il a été décidé qu'ils fourniraient à l'AESM une vue globale de leurs principaux besoins à la fin d'octobre 2013.